

► Les promoteurs estiment que ce n'est plus rentable. Ève Paré, économiste à l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec, croit, tout comme la Ville de Montréal, que des incitatifs fiscaux devront être mis en place pour renverser la tendance. «Construire coûte deux fois plus cher, explique M^{me} Paré. Il se construit plutôt des condos. Le promoteur les vend et fait son profit immédiatement, alors que, pour un immeuble locatif, ça prend 25 ans. Et puis, pour 900 \$ par mois, les gens préfèrent acheter plutôt que louer.»

veut en construire 5 000, mais ce n'est pas sûr qu'il y en aura de prêts pour juillet prochain», prévoit John Johnston, président du Réseau québécois des organismes sans but lucratif d'habitation, au nombre de 25 000 au Québec. «La nouvelle administration montréalaise, avance-t-il, retarde les choses. Le ministre Boisclair, responsable de l'habitation, devrait user de son pouvoir pour les faire débloquer. Ça prend six mois de plus pour faire approuver son projet et, pendant ce temps, le terrain convoité est déjà vendu ou a doublé de prix à cause de la spéculation».

Toronto a déplafonné le prix des loyers en 1998. Un 4 1/2 y coûte 1000 \$ par mois.

Dans son étude *Comment résoudre la crise du logement au Québec*, l'Institut économique de Montréal propose de déréglementer le prix des loyers et d'alléger les normes du *Code du bâtiment*. L'Institut encourage l'aide financière directe et temporaire aux démunis, plutôt que la construction de logements sociaux. Selon l'auteur, Pierre Desrochers, cette solution est trop coûteuse. L'étude explique même que le recours au marché noir offre un avantage comparatif au secteur privé pour le contrôle des coûts de construction. L'Action démocratique du Québec (ADQ) de Mario Dumont partage les vues économiques ultra-libérales de l'Institut. Le Parti québécois risque aussi de s'en inspirer, dans le but de freiner la montée des appuis favorables à Mario Dumont, craint François Saillant, du FRAPRU.

Le gouvernement du Québec a promis la construction de 11 500 logements sociaux dans les cinq prochaines années. Les listes d'attente des OSBL, HLM et COOP s'allongent. «Montréal

Montréal et Toronto ont le même taux d'inoccupation de 0,6%, en 2002. Pour juguler la pénurie et stimuler la construction, Mike Harris avait déplafonné le prix des loyers (3%) en 1998. Les Torontois paient deux fois plus que les Montréalais pour leur logement. Un 4 1/2 décrépit se trouve à 500 \$ à Montréal, mais à 1 000 \$ à Toronto. Sans réglementation, le trottoir risque de devenir la couchette de nombreux québécois.

Sheila Walker et son fils Michael (*photo, page précédente*) peuvent en témoigner. Ils se sont retrouvés hébergés à la polyvalente St-Henri, en juillet 2002, après avoir cherché un logement dans plusieurs villes, Montréal, Charlemagne, Repentigny, Le Gardeur, Joliette. Les services de la Ville de Montréal leur ont finalement trouvé un logement et le gouvernement du Québec leur verse une subvention qui ramène leur loyer à 25% de leurs revenus durant deux ans. «Sans aide, on serait encore dans la rue», affirme cette femme qui doit s'occuper de son fils atteint d'un problème de santé mentale. □

Faculté de l'éducation permanente La faculté d'évoluer



Diversifiez vos compétences.

Informez-vous sur les programmes en santé et en intervention.

- Gérontologie
- Gestion de la santé et des services sociaux
- Intervention auprès des jeunes
- Intervention dans les groupes et les organisations
- Intervention de crise
- Intervention en déficience intellectuelle
- Petite enfance et famille
- Relations interculturelles
- Santé communautaire
- Santé et sécurité du travail
- Santé mentale
- Toxicomanies
- Violence, victimes et société

Renseignements

514 343 ■ 6090

1 800 363 ■ 8876

www.fep.umontreal.ca

Université 
de Montréal